

<https://www.pressegauche.org/Que-reste-t-il-de-nos-amours>



Que reste-t-il de nos amours ?

- Politique québécoise - Politique -



Date de mise en ligne : mardi 1er octobre 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le mouvement souverainiste traverse une période très difficile, il s'affaiblit à vue d'oeil, tout le monde en convient, même les péquistes. La cinglante défaite électorale que le Parti québécois a subie en octobre 2018 constitue autant un révélateur de cet affaiblissement qu'une cause qui l'enfoncé.

Un indice supplémentaire de cet enfoncement réside dans le fait que plusieurs péquistes ont depuis assez longtemps quitté le navire en perdition. D'ailleurs, le premier ministre François Legault est un ex ministre péquiste et la Coalition Avenir Québec est truffée d'anciens cadres péquistes qui se reconnaissent dorénavant davantage dans leur nouveau parti, et ce pas seulement par ambition.

Il faut ajouter que le nationalisme vigoureux mais non indépendantiste de la CAQ lui assure le soutien d'une frange importante de nationalistes et d'une partie assez substantielle de l'électorat, lasse de plus de cinquante ans de polarisation parfois aiguë entre fédéralistes et souverainistes. Le nationalisme autonomiste et le conservatisme social plutôt modéré de François Legault (qui appartenait à l'aile conservatrice du Parti québécois autrefois) conviennent à toute une partie de l'opinion publique, il faut en convenir.

Quant à Québec solidaire, nettement plus à gauche sur les plans social et national que la Coalition Avenir Québec, en dépit du progrès que le parti a connu en termes de députés élus au dernier scrutin (performance impensable lors de sa fondation en 2006), il défend en fait un souverainisme mou, mais il porte le flambeau de l'indépendantisme tant bien que mal ; toutefois, ses chances d'accéder au pouvoir sont nulles, du moins dans un avenir prévisible.

Ceux et celles qui tiennent encore le fort péquiste répètent que tout est négociable pour la reconstruction du parti, sauf l'indépendance qui selon eux devrait servir de point de ralliement à tous les opposants et opposantes au régime politique.

Donc, l'essoufflement marqué de la ferveur indépendantiste s'impose à tous les analystes, il est aussi évident que le nez au milieu du visage. Une situation qui contraste avec celle régnant durant la décennie 1970 à l'époque de l'ascension du Parti québécois, une ferveur et qui a connu un bref sursaut de 1990 à 1995 à la faveur de l'échec des Accords du Lac Meech.

Peut-on alors donner le courant indépendantiste comme fini, ou du moins aux soins intensifs ? Ce n'est pas certain. Il faut voir ses points forts et ses points faibles.

Tout d'abord, il a marqué l'histoire québécoise de manière indélébile, proposé avec insistance un autre avenir national possible que la conception qui prévalait jusqu'alors ; il a fait trembler le Canada et l'a forcé lui-même à une certaine redéfinition de sa propre nature nationale. Il a beaucoup contribué à installer le Québec sur la scène internationale, particulièrement en France, un atout important dont le Québec bénéficie encore.

Toute une génération d'artistes, de politiciens et de politiciennes s'y sont fortement identifié ; il a inspiré bien des politiques sociales et culturelles. L'héritage du mouvement souverainiste s'avère considérable. Il a représenté un tremplin dont le gouvernement Legault profite à sa façon.

Même très affaibli, il demeure une option crédible, du moins à longue échéance. L'histoire emprunte souvent des sentiers sinueux... Il n'est pas à la veille de s'effacer de la mémoire collective québécoise. Qu'est-ce qui garantit

Que reste-t-il de nos amours ?

qu'il ne resurgira pas dans un contexte politique que nous ne pouvons même pas prévoir ? Après tout en 1960, il n'était guère qu'un groupuscule voué en apparence à la marginalité ; en 1970, il était devenu un acteur majeur de la scène politique québécoise, enflammant l'imagination de plusieurs jeunes du temps. On a tendance aujourd'hui à l'oublier, en notre époque de « multiculturalisme ».

Le « plancher » de soutiens à « l'option » a peu varié depuis 1976 (un socle d'environ 40% des voix). Mais en ce moment, le mouvement est divisé entre le Parti québécois et Québec solidaire, ce qui illustre sa vulnérabilité.

Certains péquistes jugent Québec solidaire trop à gauche sur le plan social, alors que les militants et militantes solidaires pointent plutôt le ralliement des directions péquistes successives depuis le début des années 1980 au rétrolibéralisme, une évolution qui se remarque à divers degrés dans moult formations social-démocrates (en principe) occidentales.

On reconnaît à juste titre que cette orientation socialement conservatrice, voire réactionnaire a miné la crédibilité péquiste et conduit par contrecoup la mise sur pied de Québec solidaire par la gauche. En effet, le parti était à ses débuts bien plus socialiste qu'indépendantiste, sous la gouverne de Françoise David et d'Amir Khadir, avant leur remplacement par Gabriel Nadeau-Dubois et Manon Massé. Québec solidaire pourra-t-il alors culbuter le Parti québécois et prendre sa place comme solution alternative au pouvoir caquiste ? C'est douteux.

Chose sûre, le mouvement souverainiste continuera à moisir dans l'impasse, sinon à diminuer tant que ces deux partis se boudront. Ils se neutralisent mutuellement. Mais pour opérer un réel rapprochement (quelle que soit sa forme), chacun devra mettre de l'eau dans son vin, mais surtout le Parti québécois, qui a beaucoup à se faire pardonner sur les plans social et économique. Sa crédibilité auprès du centre-gauche et de la gauche dépend largement de ce virage.

L'indépendance, si elle doit un jour se réaliser, devra se faire par des progressistes et non par des réactionnaires. En tout état de cause, l'existence nationale du Québec devrait se décliner sur le mode de la justice redistributive, peu importe son statut constitutionnel. Sinon, les classes populaires se sentiront toujours trahies.

Jean-François Delisle